**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE NICE**

N° 21000192

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Sergei ZIABLITSEV

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Ordonnance du 25 janvier 2022

D

La présidente du tribunal

Vu la procédure suivante :

Par un courrier, enregistré le 11 janvier 2021, M. Sergei Ziablitsev indique au tribunal avoir intenté une action en indemnisation de son préjudice.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- l'ordonnance sur le fait de justice du 25 août 1539, dite ordonnance de Villers-Cotterêts, notamment ses articles 110 et 111 ;
- le code de justice administrative.

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article R. 222-1 du code de justice administrative : « (...) *les présidents de formation de jugement des tribunaux (...) peuvent, par ordonnance : / (...) 4° Rejeter les requêtes manifestement irrecevables, lorsque la juridiction n'est pas tenue d'inviter leur auteur à les régulariser ; (...)* ».

2. En vertu des articles 110 et 111 de l'ordonnance susvisée du 25 août 1539, les requêtes présentées au tribunal administratif doivent être rédigées en langue française.

3. La « requête » de M. Ziablitsev se borne à indiquer qu'il demande une indemnisation et est ensuite intégralement rédigée en langue russe. Si, dans un courrier du 3 février 2021, en français, il interroge le tribunal sur le suivi de son dossier, puis, dans un second courrier daté du 12 février 2021, demande que le tribunal finance un interprète, le document principal étant rédigé en russe, il n'a pas mis le tribunal à même de saisir la portée de sa demande qui devait être accompagnée de documents rédigés en français, sans que le tribunal soit obligé de lui fournir les moyens d'une traduction.

4. Il suit de là que la « requête » de M. Ziablitsev, qui ne comporte aucune conclusion identifiable, doit être rejetée.

ORDONNE :

Article 1^{er} : La requête de M. Ziablitsev est rejetée.

Article 2 : La présente ordonnance sera notifiée à M. Sergei Ziablitsev.

Copie sera adressée au ministre de l'intérieur.

Fait à Nice, le 25 janvier 2022

La présidente,

signé
P. Rousselle

La République mande et ordonne au préfet des Alpes-Maritimes, en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
Le greffier